NUMÉRO SPÉCIAL HORS-SÉRIE - AVRIL 2025

i-MAG

WWW.LODJ.MA/MAGAZINE

SCAN ME!

DESSALEMENT AGRICOLE

QUAND LA MER DONNE À BOIRE À LA TERRE

L'AGRICULTURE AU DÉFI : REGARDS OBLIQUES SUR UN MONDE EN BASCULE

SIAM 2025

SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE AU MAROC

21 - 27 AVRIL 2025 À MEKNÈS

17e ÉDITION

À SEC, DONC FERTILE ?

L'AVOCAT DU DIABLE AU SIAM

MAGAZINE 100% WEB CONNECTÉ & AUGMENTÉ EN FORMAT FLIPBOOK !

VERSION NON-COMMERCIALE

L'OPINION DES JEUNES

SCAN ME!

REJOIGNEZ NOTRE CHAÎNE WHATSAPP
POUR NE RIEN RATER DE L'ACTUALITÉ !

SOMMAIRE

ÉDITO : À SEC, DONC FERTILE ?

DESSALEMENT AGRICOLE : QUAND LA MER DONNE À BOIRE À LA TERRE

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : QUAND L'IA PLANTE DES TOMATES : L'AGRICULTURE SOUS ALGORITHME

AGROÉCOLOGIE : LE RETOUR DES SORCIERS DU SOL

SEMENCES: LE GRAIN DE LA DISCORDE

MARAÎCHAGE : TOMATES SOUS PERFUSION

FILIÈRE LAITIÈRE : LE LAIT TOURNE, MAIS DANS QUEL SENS ?

CÉRÉALES ET LÉGUMINEUSES : BLÉ SOUS PRESSION, SOUVERAINETÉ SOUS TENSION

SERVICES CLIMATIQUES : MÉTÉO, MON AMOUR

ÉNERGIE SOLAIRE AGRICOLE : LE COURANT PASSE, MAIS PAS PARTOUT

RACES LOCALES : PATRIMOINE VIVANT OU PASSÉ DÉPASSÉ ?

ASSURANCE AGRICOLE : PARAPLUIE SOUS UN CIEL FISSURÉ

ÉCONOMIE CIRCULAIRE : DU COMPOST DANS LES IDÉES ?

RURALITÉ EN MUTATION : LES VOIX BASSES DE CEUX QUI PARTENT

LETTRE OUVERTE AU MINISTRE DE L'AGRICULTURE : *POUR UN TOURNANT RÉALISTE ET COURAGEUX DE LA POLITIQUE AGRICOLE NATIONALE*

Imprimerie Arrissala

I-MAG SPÉCIAL SIAM 2025 - NUMÉRO HORS SÉRIE

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN
ALIMENTATION & MISE EN PAGE :MAMOUNE ACHARKI
WEBDESIGNER / COUVERTURE : NADA DAHANE
DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA
Retrouver tous nos anciens numéros sur : www.pressplus.ma

L'AGRICULTURE AU DÉFI : REGARDS OBLIQUES SUR UN MONDE EN BASCULE

Ils sont venus. Ils sont tous là. Ministres en costumes fraîchement repassé, experts venus en avion pour parler climat, agriculteurs enracinés dans leur terroir, startuppers en baskets qui parlent au sol via satellites. Le SIAM 2025 est une ruche, un théâtre, un laboratoire. Il célèbre l'agriculture marocaine dans toute sa complexité : ses réussites, ses résistances, ses contradictions.

Mais derrière les stands, il y a des tensions. Derrière les discours, des silences. Cette série d'articles n'est pas une chronique classique du salon. C'est une autre voix. Une voix qui sort du carré, qui observe de biais, qui gratte là où ça brille trop. Une voix qui n'a pas peur de dire que parfois, on se ment un peu. Mais toujours avec amour. Et avec respect pour ceux qui, chaque jour, cultivent dans l'incertitude.

Chaque article explore un thème fort du SIAM 2025, mais avec un ton libre, critique sans être cynique, drôle parfois, mordant souvent. Un ton qui assume de dire : ce n'est pas parce qu'on va dans le bon sens qu'on ne peut pas se poser de vraies questions.

Bienvenue dans ce numéro spécial. Une traversée lucide et un brin impertinente de l'agriculture marocaine à l'heure du stress hydrique, de l'intelligence artificielle, de la mémoire génétique et des silences ruraux.

Alors voici : 15 articles, 15 arrêts sur image, 15 piqûres de rappel. Une visite guidée en diagonale. Une revue de terrain pour ceux qui veulent encore penser l'agriculture autrement.

PRÉAMBULE : L'AVOCAT DU DIABLE AU SIAM

C'est un drôle de type. Il n'a ni badge VIP, ni délégation ministérielle, ni tente sponsorisée. Il n'a même pas de carte de presse. Mais il est là, à chaque édition. Silencieux, flottant entre les stands, les conférences, les pauses-café où les accords se nouent à coups de petits fours. C'est l'Avocat du Diable.

Pourquoi est-il venu au SIAM 2025 ? Parce que tout le monde y est. Parce qu'on y célèbre l'agriculture marocaine comme un patrimoine, un espoir, un business. Parce que, dans le tumulte des chiffres, des trophées, des tables rondes, il faut bien quelqu'un pour écouter ce qui ne se dit pas. Et dire ce qui se pense tout bas.

L'Avocat du Diable a tout vu. Les semences enrobées comme des bijoux. Les drones volants au-dessus des serres. Les panneaux solaires qui brillent plus que les rendements. Il a tout entendu. Les ministres, les experts, les startuppers, les coopérateurs enthousiastes… et même les silences gênés des ruraux fatigués.

Et maintenant, il fait son boulot. Il rédige un compte rendu. Insolite, bien sûr. Parfois caustique. Toujours sincère. Il n'est pas là pour plomber l'ambiance, mais pour secouer les certitudes. Pour montrer les angles morts du progrès. Pour rappeler que l'agriculture, ce n'est pas qu'un slogan. C'est une bataille quotidienne, dans les champs comme dans les bureaux.

Cet IMAG spécial SIAM 2025, il l'adresse à qui de droit : la rédaction de L'ODJ Média, ce média qui ose donner la parole aux esprits libres, aux voix marginales, aux diseurs de vérités floues. Car dans un salon où tout semble "aller de l'avant", quelqu'un devait marcher à reculons, pour voir ce qu'on laisse derrière.

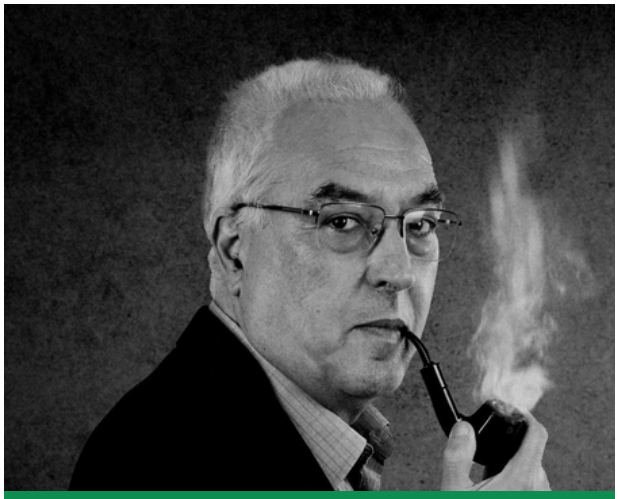
À SEC, DONC FERTILE ?

C'est une scène qu'on pourrait croire sortie d'un roman d'anticipation ou d'un conte absurde : des agronomes, des robots, des dattes connectées et des politiques en cravate se pressent dans les allées d'un salon agricole… pour parler d'eau dans un pays qui en manque cruellement. Non, ce n'est pas une blague. C'est le SIAM 2025.

Cette année, le Maroc choisit d'affronter la sécheresse en pleine lumière. Avec pour bannière : « Agriculture et monde rural : l'eau au cœur du développement durable ». Ce n'est plus un slogan, c'est un cri. L'eau n'est plus une variable. Elle est devenue une ligne rouge, une frontière entre la survie et l'abandon. Et pourtant, au milieu du stress hydrique, un miracle discret se trame : des gens inventent, s'adaptent, transforment.

Il fallait bien un salon pour capter ce mouvement. Pour le cristalliser, le mettre en scène… et peut-être aussi, pour l'interroger. Car sous les tentes blanches du SIAM, l'innovation coule à flot. Intelligence artificielle, semis direct, dessalement, drones sentinelles, monitoring en temps réel… Tout y est. La techno-passion est palpable. Le champ marocain devient un laboratoire vivant. Mais attention : derrière les datas et les dashboards, il y a toujours une parcelle, un paysan, une nappe phréatique à bout de souffle. L'innovation n'est pas un paravent, c'est une passerelle fragile qu'il faut consolider, avec du bon sens, du terrain, et parfois… du doute.

Ce numéro spécial, on a voulu le faire comme un feu de camp. On y parle agriculture, mais pas comme d'habitude. On y débat, on y frotte les idées. On allume des paradoxes comme des torches : peut-on cultiver sans eau ? L'IA va-t-elle sauver nos champs ou les transformer en écrans ? Le dessalement est-il une potion magique ou un mirage énergétique ? Et cette fameuse "résilience"… n'est-elle pas une manière élégante de dire : « débrouillez-vous, on ne sait plus quoi faire » ?



Le SIAM 2025 est un théâtre fertile. On y croise les protagonistes d'un drame écologique devenu saga économique, sociale, et même poétique. On y sent le cœur battant d'un monde rural qui, loin des clichés, se réinvente dans l'adversité. Alors oui, faisons ce numéro comme un terrain d'expérimentation. Avec du style, des piques, des doutes, et beaucoup de respect pour celles et ceux qui, en bottes ou en babouches, réinventent l'agriculture chaque matin.

À sec, donc fertile ? On vous laisse lire, juger, contredire, proposer.

Bienvenue dans la version capricieuse, critique et passionnée du SIAM.

Rédigé par Adnane Benchakroun

TPE, COMMERÇANTS, ARTISANS, AUTO-ENTREPRENEURS ET PROFESSIONNELS.

البريد بنك
AL BARID BANK

CROYEZ EN VOTRE PROJET !

- Solutions bancaires complètes
- Prêts de gestion et d'investissement
- Solutions digitales
- Accompagnement personnalisé

080 200 32 32
/www.albaridbank.ma

#Pour_tous_les_porteurs_de_projets

DESSALEMENT AGRICOLE : QUAND LA MER DONNE À BOIRE À LA TERRE

Un jour, un vieux fellah a levé les yeux vers l'Atlantique et s'est dit : « Toi, tu nous inondes pas, mais tu pourrais peut-être nous irriguer. » Et c'est ainsi que naquit l'idée, ou plutôt le mythe moderne, du dessalement agricole. Aujourd'hui, au SIAM 2025, cette idée a pris racine dans les politiques publiques, les discours ministériels et les PowerPoints phosphorescents.

Le Maroc, pays où le ciel se fait de plus en plus discret, se tourne vers la mer pour faire pousser ses salades. Le projet pilote de Chtouka a ouvert la voie : des tuyaux géants, de l'eau transformée par osmose inverse, et des hectares de maraîchage qui renaissent. Génial ? Sur le papier, oui. Sur le terrain, c'est plus… salé.

Le dessalement, c'est l'art de convertir une eau impropre en espoir liquide. C'est aussi une énergie folle pour extraire quelques gouttes. L'agriculture irriguée s'en réjouit, les nappes phréatiques respirent un peu, mais à quel prix ? Le coût au mètre cube reste élevé. Et plus encore, le coût écologique d'une technologie qui consomme beaucoup d'énergie, et parfois, beaucoup de naïveté.

Les experts se succèdent sur les estrades du SIAM, expliquant les mérites des membranes, des cycles inversés et des PPP. Et ils ont raison : technologiquement, c'est brillant. Stratégiquement, c'est nécessaire. Symboliquement, c'est fort. Une nation qui boit la mer pour nourrir sa terre, ça a de l'allure. Mais n'est-ce pas aussi une fuite en avant ? Une béquille technologique pour une fracture hydrique qu'on ne veut pas soigner en profondeur ?

La vraie question, celle qui dérange, reste : va-t-on produire toujours plus là où il y a toujours moins d'eau, quitte à créer une dépendance énergétique aussi forte qu'hydrique ?

L'AVOCAT DU DIABLE : LE MIRAGE DE LA MER

À force de boire la mer, on oublie peut-être de regarder le ciel. Le dessalement, c'est parfois l'excuse parfaite pour ne pas changer nos pratiques agricoles. Continuer à cultiver des avocats dans le désert ? Allons-y, il suffit de pomper un peu plus fort. On applaudit des hectares irrigués au prix d'un modèle intensif énergivore, déconnecté du rythme naturel des territoires. Et pendant ce temps, où est la sobriété ? Où sont les politiques de réduction de la demande ? L'eau dessalée est-elle une solution ou un alibi ?

Après avoir plongé dans les tuyaux du dessalement, restons du côté des solutions technologiques. Cette fois, levons les yeux vers les nuages. Pas ceux qui pleuvent — ceux qui calculent. Car l'autre promesse du moment, c'est l'intelligence artificielle.
Et si les algorithmes étaient les nouveaux paysans ?

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : QUAND L'IA PLANTE DES TOMATES : L'AGRICULTURE SOUS ALGORITHME

Ils sont là, en col blanc, lunettes carrées, badges qui brillent : les data farmers. Leur outil ? Pas la houe, mais l'algorithme. Leur champ ? Un cloud. Leur engrais ? Des tera-octets. À les entendre au SIAM 2025, l'agriculture du futur se fera avec des drones, des capteurs et des prédictions météo qui flirtent avec la divination.

L'intelligence artificielle, ou IA pour les intimes, est la nouvelle déesse tutélaire de l'agriculture marocaine. Elle promet de tout résoudre : la rareté de l'eau, les rendements faméliques, les ravageurs sournois, et même… les erreurs humaines. Un clic, et hop ! Semis au bon moment, irrigation millimétrée, engrais ciblés, rendement optimisé. C'est le rêve. Ou plutôt, c'est le pitch.

Car derrière cette rhétorique étincelante, la réalité est parfois plus rugueuse que le champ du voisin. L'IA agricole fonctionne là où il y a… de l'infrastructure, des données, de l'électricité, et un minimum de connectivité. Autant dire que dans bien des douars, l'IA pourrait être confondue avec le dernier-né d'un voisin.

Mais au-delà des contraintes techniques, la vraie question est politique. À qui appartiennent ces données agricoles collectées ? Qui contrôle l'algorithme qui dit quand et où irriguer ? Et si demain, le « cerveau » de nos fermes résidait dans une startup californienne ou une appli pilotée depuis Casablanca, où est la souveraineté agricole ?

Les promoteurs de l'AgriTech promettent une révolution douce, propre, calibrée. Et il faut leur reconnaître un mérite : ils posent les bases d'une nouvelle culture agricole. Mais encore faut-il que cette révolution ne laisse pas derrière elle les paysans les plus vulnérables. Car une IA qui ne comprend que les sols connectés est une IA qui ignore la moitié du pays.

L'AVOCAT DU DIABLE : SIRI NE CONNAÎT PAS LES SAISONS

L'intelligence artificielle est peut-être brillante, mais elle n'a jamais planté une patate. Elle ne sent pas la terre, ne voit pas le ciel, ne connaît pas la peur de perdre une récolte. Dans les salons, elle semble magique. Sur le terrain, elle est parfois myope. Trop souvent conçue pour des agricultures industrielles, elle peut devenir un outil d'exclusion silencieux : ceux qui n'ont pas les moyens ou la formation restent à l'écart. Pire : l'IA, à force de standardiser, pourrait appauvrir la diversité des savoirs locaux. Attention à ne pas remplacer les mains calleuses par des lignes de code trop lisses.

De l'agriculture connectée à l'agriculture enracinée, il n'y a qu'un pas… ou plutôt un compost. Quittons les datas pour revenir à la terre vivante. Voici l'agroécologie, cet art délicat de faire pousser l'espoir dans l'humus.

AGROÉCOLOGIE : LE RETOUR DES SORCIERS DU SOL

Ils arrivent souvent à vélo, parlent de compost avec passion, citent Vandana Shiva et boivent des infusions maison. Qui sont-ils ? Les nouveaux prêtres verts du monde rural : les agroécologues. Et cette année, ils ont une scène au SIAM 2025. Mieux : un programme entier rien que pour eux — IHYAE, ça sonne comme une incantation, et ça tombe bien. L'agroécologie est presque une magie : elle transforme le fumier en fertilité, les feuilles mortes en espoir.

Mais derrière les sourires barbus et les semis manuels, il y a un vrai projet politique : reprendre le contrôle sur les pratiques agricoles, reconnecter la terre avec le vivant, et replacer le paysan au cœur du système. Finis les bidons d'engrais chimiques, place aux extraits de plantes et aux rotations de cultures. L'agroécologie ne veut pas nourrir le monde, elle veut le soigner.

Et voilà que l'agroécologie croise l'entrepreneuriat rural. Deux mondes que tout oppose, mais que le Maroc tente de marier. L'un parle résilience, l'autre parle business plan. L'un parle micro-organismes, l'autre ROI. Et pourtant… ça fonctionne parfois. Les jeunes ruraux qui refusent l'exode inventent de nouveaux modèles : microfermes, transformation locale, circuits courts, vente directe. Ça sent bon le basilic, mais aussi le courage.

Le SIAM 2025 les met en lumière. Mais attention : ce n'est pas un conte de fées. Les freins sont nombreux. Accès au foncier ? Compliqué. Aides publiques ? Encore trop rares. Regard de l'administration ? Parfois méfiant. L'agroécologie reste une résistance silencieuse. Et l'entrepreneuriat rural, un oxymore tant que les infrastructures de base sont absentes.

L'AVOCAT DU DIABLE : ET LES AUTRES ?

L'agroécologie a bon dos. Elle fait bien sur les affiches, dans les discours, dans les labos. Mais qui la pratique vraiment ? Une minorité. Une élite parfois, formée, connectée, soutenue par des ONG ou des appels à projets. Pendant ce temps, la majorité des agriculteurs reste coincée entre endettement, désenchantement et dépendance aux intrants. L'agroécologie risque alors de devenir… un entre-soi. Une bulle verte qui parle d'insectes auxiliaires, pendant que d'autres parlent simplement de survie. Pour que l'agroécologie change le monde rural, il faut qu'elle sorte de sa niche. Et qu'on accepte que parfois, elle commence par des choses très simples… et très peu sexy.

L'OPINION DES JEUNES

L'ODJ WEB TV - EN DIRECT

INFO & ACTUALITÉS NATIONALES ET INTERNATIONALES

EN CONTINU 24H/7J

REPORTAGES, ÉMISSIONS, PODCASTS, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS..

+150.000 TÉLÉSPECTATEURS PAR MOIS | +20 ÉMISSIONS | +1000 ÉPISODES

LIVE STREAMING

REGARDEZ NOTRE CHAÎNE LIVE

ET RECEVEZ DES NOTIFICATIONS D'ALERTES INFOS

SCAN ME!

Et que serait l'agroécologie sans ses graines ? Pour comprendre le présent agricole, il faut creuser dans le passé génétique. Direction : les semences. Là où se joue la véritable souveraineté du sol.

SEMENCES : LE GRAIN DE LA DISCORDE

À première vue, une graine, c'est une promesse. Un truc minuscule qui, avec un peu d'eau et de soleil, devient nourriture. Mais au SIAM 2025, une graine, c'est surtout un champ de bataille. Parce qu'aujourd'hui, semer, c'est signer un contrat : avec une multinationale, avec un brevet, avec une logique de standardisation. Le fellah ne choisit plus ses graines, il les achète. Tous les ans. Et parfois, il n'a même plus le droit de les replanter. On appelle ça la "modernisation". D'autres appellent ça la dépossession.

Au Maroc, ce sujet est brûlant. D'un côté, on importe des semences "certifiées", dites "améliorées", dopées à la performance. De l'autre, on a des centaines de variétés locales, rustiques, parfois capricieuses, mais profondément adaptées aux sols, aux climats, aux habitudes culinaires. Ces semences paysannes, longtemps ignorées, sont aujourd'hui redécouvertes comme des trésors de résilience.

Des collectifs émergent : banques de semences, fermes conservatoires, trocs de graines dans les marchés. Une révolution souterraine, littéralement. Au SIAM, on en parle enfin. Mais doucement, comme si le sujet faisait peur. Et il fait peur : parce qu'il touche au nerf de la guerre — le pouvoir sur l'alimentation.

Derrière la graine, il y a le savoir. Le geste ancestral de sélection, de stockage, de transmission. Perdre ça, c'est perdre une mémoire agricole. C'est aussi perdre la liberté. Car une graine, ce n'est pas seulement de l'ADN. C'est un droit.

L'AVOCAT DU DIABLE : FAUT-IL VRAIMENT REVENIR EN ARRIÈRE ?

Soyons honnêtes : certaines semences locales sont peu productives, vulnérables aux maladies, et peu adaptées aux exigences du marché moderne. Alors oui, les variétés améliorées ont permis de nourrir plus de monde, avec moins de terre. Le problème, ce n'est pas la semence industrielle en soi. C'est le monopole. La dépendance. Le fait que des décisions agricoles se prennent dans des conseils d'administration à Genève ou à Saint-Louis-du-Missouri. Le défi n'est pas de rejeter l'innovation, mais de garantir un équilibre. De défendre la diversité. Et de faire en sorte que le fellah puisse encore dire : « ceci, je l'ai semé moi-même ».

Radio des marocains
R212
DISPONIBLE SUR
Google Play
SCAN ME!
ويب راديو مغاربة العالم
WEB RADIO
DES MAROCAINS
DU MONDE
+750.000 AUDITEURS PAR MOIS | ÉMISSIONS, PODCASTS & MUSIC

Une fois la graine choisie, il faut bien la faire pousser. Et pour ça, rien ne vaut le bon vieux maraîchage. Ce pilier discret de notre assiette, aujourd'hui bousculé par la météo et les marchés.

MARAÎCHAGE SOUS TENSION : TOMATES SOUS PERFUSION

C'est le genre de paradoxe que seul le climat peut créer : dans un pays où l'eau se fait rare, les tomates sont toujours rouges et brillantes en rayons. Le maraîchage, ce pilier de la sécurité alimentaire marocaine et de l'export, avance sous perfusion. D'engrais. D'irrigation. D'adaptations de fortune. Mais surtout d'un système qui commence à se fissurer.

Au SIAM 2025, la filière maraîchère s'affiche pimpante. Conférences, graphiques, innovations en hydroponie, serres high-tech, drones pour traquer l'oidium… On dirait presque un remake de Silicon Valley, version semoule. Et pourtant, dans la plaine du Souss, dans les zones de bour, dans les marges rurales, les maraîchers vivent une autre réalité : celle des puits qui s'épuisent, des récoltes brûlées, des maladies qui explosent avec la chaleur.

Le maraîchage est devenu un sport extrême. Il faut jongler avec les températures, les nouveaux ravageurs, les cycles d'eau erratiques. Certains s'adaptent avec brio. D'autres lâchent. Le vrai défi ? Gérer la transition. Réduire la dépendance à l'eau sans ruiner les producteurs. Changer les habitudes sans casser les débouchés. Car le marché, lui, ne comprend pas les sécheresses : il veut ses tomates en février et ses courgettes calibrées.

Alors, on cherche. Des semences plus résistantes. Des systèmes goutte-à-goutte plus malins. Une phytoprotection plus durable. On parle de souveraineté semencière, de gestion intégrée, de filières territorialisées. C'est noble. C'est nécessaire. Mais est-ce suffisant ?

L'AVOCAT DU DIABLE : UN LUXE (ÉCO)LOGIQUE ?

Et si le maraîchage, tel qu'il est pensé aujourd'hui, n'était tout simplement… pas tenable ? Produire hors saison, dans des zones semi-arides, pour des marchés à l'autre bout du monde, c'est peut-être rentable à court terme, mais c'est écologiquement suicidaire. On irrigue des salades pendant que des villages rationnent leur eau potable. On couvre des hectares de plastique au nom de la compétitivité. Faut-il continuer ? Ou faut-il repenser nos priorités agricoles ? Peut-être que la vraie transition, ce n'est pas d'optimiser le système actuel, mais d'oser en imaginer un autre.

Des carottes aux vaches, le pas est court. Et pourtant, c'est un monde à part. La filière laitière, cette usine à douceur, se retrouve aujourd'hui dans une drôle de posture. Le lait tourne. Et la stratégie aussi.

FILIÈRE LAITIÈRE : LE LAIT TOURNE, MAIS DANS QUEL SENS ?

Pendant longtemps, le lait au Maroc, c'était une histoire de fierté nationale. Une filière organisée, des coopératives dynamiques, des vaches à l'herbe, et un marché intérieur en expansion. Mais depuis quelques années, quelque chose se gâte dans la baratte.

Le climat a tourné, et avec lui, le lait aussi. Les sécheresses récurrentes ont asséché les pâturages. Le maïs fourrager a vu son prix s'envoler comme un ballon de foot en finale. Les éleveurs, eux, boivent la tasse. Certains bradent leur bétail, d'autres raccrochent la trayeuse. Le SIAM 2025 le sait bien : il consacre à cette filière des sessions entières de réflexions et d'alerte.

On y parle d'innovation alimentaire, de races locales plus rustiques, de stratégie de repeuplement, de valorisation du petit lait, et même de diversification.

L'AVOCAT DU DIABLE : LE LAIT DE LA DISCORDE

Le lait marocain a longtemps été un symbole de progrès rural. Mais n'est-il pas devenu, aujourd'hui, un système à bout de souffle ? Un modèle intensif, basé sur l'importation d'aliments, sur la standardisation de la production, sur la dépendance à un climat de plus en plus instable. Peut-être faut-il se poser une vraie question : faut-il produire autant de lait partout, ou repenser la géographie et les usages de cette production ? Peut-être que l'avenir du lait, ce n'est pas plus de lait, mais mieux de lait.

On fantasme le jour où une vache Oulmès-Zaer, fière et musclée, deviendra la mascotte d'un lait 100% marocain, bio, équitable, vendu en circuit court. Le storytelling est là. Reste à aligner la logistique.

Car la filière souffre de contradictions. Elle veut être moderne, mais elle dépend d'aliments importés. Elle veut être équitable, mais les petits producteurs gagnent à peine de quoi s'acheter une galette de pain. Elle veut être résiliente, mais elle reste fragile face à chaque choc climatique.

Et puis il y a l'ombre des grandes laiteries, les contrats léonins, les normes impitoyables. Il y a aussi les consommateurs qui, entre l'ultra-frais, le lait végétal, et le yaourt aux graines de chia, ne savent plus trop à quelle bouteille se vouer.

Le lait coule, mais pas toujours là où il faut. Et quand il ne coule plus, que reste-t-il ? Le territoire. Ou ce qu'il en reste. Partons à la rencontre de ces dynamiques rurales qui tiennent encore debout, souvent sur un fil.

TERRITOIRES RURAUX : LES SENTINELLES SILENCIEUSES DE L'AGRICULTURE

Ce n'est pas un hasard si, au SIAM 2025, on parle beaucoup de "territoires". Le mot est à la mode. Il sent bon la transversalité, le "terrain", l'ancrage. Mais derrière ce concept un peu flou se cache une réalité très concrète : le monde rural bouge, résiste, invente — souvent sans faire de bruit.

Les oasis ? En mutation. Les montagnes ? En adaptation. Les zones de bour ? En expérimentation. Partout, des dynamiques locales s'organisent pour répondre à un triple défi : moins d'eau, moins de jeunes, moins de services. Et pourtant, la vie continue. Mieux : elle se transforme.

À Msemrir ou à Figuig, des chercheurs de l'IAV et du CIRAD cartographient des logiques d'adaptation hydrique que personne ne voit sur les rapports d'experts. À l'ombre des grands plans nationaux, des communautés gèrent des canaux, réorganisent la production, réinventent des modèles économiques basés sur l'agroécologie, le pastoralisme ou la cueillette.

Ces initiatives sont fragiles, souvent informelles, parfois bancales. Mais elles existent. Et elles racontent une autre histoire que celle des grands projets structurants. Une histoire de micro-résilience, de bricolage stratégique, d'innovation douce. Au SIAM, on les appelle "dynamiques territoriales". Mais elles sont surtout des stratégies de survie dignes et ingénieuses.

Encore faut-il qu'on les écoute. Car trop souvent, les politiques agricoles ignorent la finesse des contextes locaux. On applique des modèles standardisés sur des sols trop hétérogènes. Résultat : les dynamiques rurales avancent… sans l'État. Ou contre lui.

L'AVOCAT DU DIABLE : TERRITOIRES, PIÈGES À SUBVENTIONS ?

Attention à ne pas romantiser les "territoires". Depuis que le mot est tendance, il sert parfois d'alibi pour masquer l'impuissance politique. On peint une carte, on met des labels, on crée un comité. Mais souvent, derrière le vernis participatif, les décisions clés restent centralisées. Pire : les territoires deviennent des réceptacles passifs de projets pilotés d'en haut. Le risque ? Que la "dynamique locale" ne soit qu'un habillage. Un cache-misère rural. Et que l'on oublie que sans droits fonciers solides, sans infrastructures, sans égalité d'accès aux ressources, un territoire reste… un décor.

Mais résister ne suffit pas. Il faut aussi nourrir. Et dans ce combat, les céréales et légumineuses jouent gros. Grains de riz ou de discorde, voici les piliers d'une souveraineté alimentaire en suspens.

CÉRÉALES ET LÉGUMINEUSES : BLÉ SOUS PRESSION, SOUVERAINETÉ SOUS TENSION

UTILISATION DES EAUX NON CONVENTIONNELLES EN AGRICULTURE : TRAITEMENT ET RÉUTILISATION DES EAUX USÉES POUR L'IRRIGATION.

Il fut un temps où le Maroc nourrissait sa population de pain, de lentilles et de fèves sans se demander d'où venait la graine. Aujourd'hui, au SIAM 2025, c'est un tout autre scénario : le blé est une denrée géopolitique, le pois chiche un enjeu stratégique, et la farine une affaire d'État.

La guerre en Ukraine, la flambée des prix mondiaux, les sécheresses répétées… tout converge vers une conclusion brutale : le Maroc dépend trop de l'extérieur pour son assiette quotidienne. Le blé tendre, notamment, est majoritairement importé, exposant le pays aux turbulences du marché international.

Et pourtant, des efforts se multiplient. L'INRA travaille sur des variétés plus résilientes. L'ONICL repense ses politiques de stockage. Les filières s'organisent pour redonner leur place aux légumineuses oubliées. On parle de semis direct, d'agriculture de conservation, de rotation des cultures. L'objectif : produire plus, avec moins. D'eau. D'engrais. De pétrole.

Mais cette transition est un défi. Car les rendements sont encore faibles. Les filières peu structurées. Les prix, instables. Et les consommateurs… peu fidèles. Le pain blanc industriel reste roi. Le haricot importé est souvent moins cher que le local. Et les habitudes alimentaires ne changent pas avec des posters.

Alors, faut-il relocaliser à tout prix ? Réinventer une souveraineté alimentaire "à l'ancienne" ? Ou accepter une interdépendance bien négociée ? La réponse n'est ni simple, ni binaire. Mais au SIAM 2025, on sent une prise de conscience : le pain n'est plus un aliment, c'est une politique.

L'AVOCAT DU DIABLE : PRODUIRE LOCAL, À QUEL PRIX ?

Tout le monde aime l'idée de souveraineté alimentaire. Mais la réalité est moins sexy. Produire du blé localement, c'est parfois produire moins, pour plus cher. Et si on veut vraiment relocaliser, qui paiera la différence ? L'État ? Le consommateur ? L'agriculteur ? Derrière la promesse du "Made in Morocco" se cache souvent un surcoût, une baisse de compétitivité, un arbitrage difficile. Peut-être qu'au lieu de fantasmer une autosuffisance totale, il faut penser en réseau. En sécurité alimentaire partagée. En résilience multi-échelle. Car le pain, c'est aussi une question de partage.

Pour faire pousser du blé, il faut de l'eau… et du timing. Bienvenue dans l'ère des prévisions intelligentes. Quand le ciel devient une base de données, et que la météo prétend sauver la récolte.

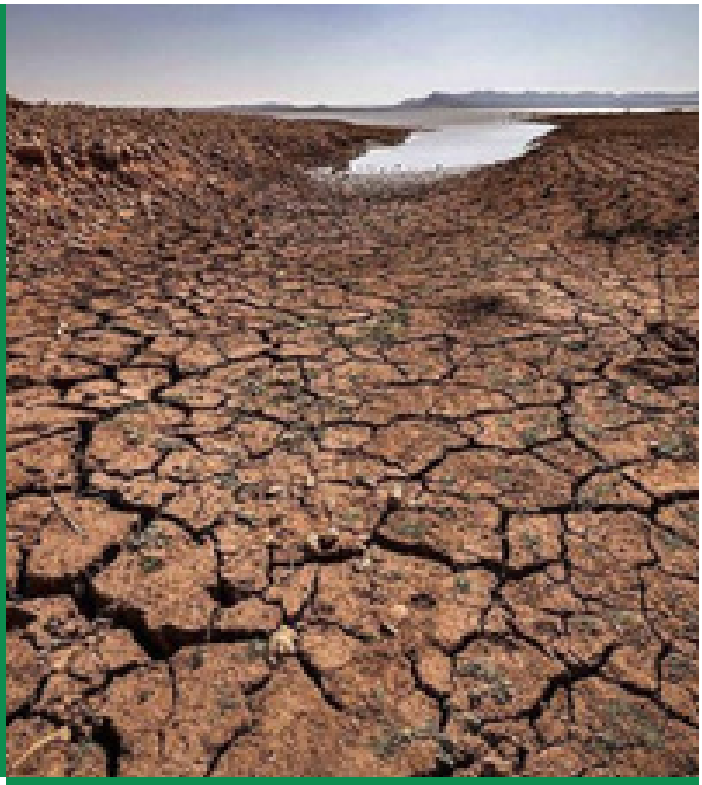
SERVICES CLIMATIQUES : MÉTÉO, MON AMOUR

AGROFORESTERIE ET CONSERVATION DES SOLS : INTÉGRATION DES ARBRES DANS LES SYSTÈMES AGRICOLES POUR AMÉLIORER LA FERTILITÉ DES SOLS.

Il fut un temps où le fellah regardait le ciel, parlait à la lune, écoutait le vent, et savait. Il savait quand semer, quand récolter, quand courir se mettre à l'abri. Aujourd'hui, on appelle ça… un service climatique. Et au SIAM 2025, c'est l'un des buzzwords les plus chuchotés dans les allées

Le concept est simple : transformer les données météo, satellites, historiques, et prédictives… en outils d'aide à la décision agricole. Ce que jadis on lisait dans les nuages, on le reçoit désormais par SMS, ou via une appli avec animation 3D. Et c'est utile. Très utile. Une pluie annoncée, c'est un traitement retardé, une irrigation évitée, une récolte sauvée.

Le Maroc s'y engage à fond. La Direction Générale de la Météo, l'INRA, le MAPMDREF, les start-ups AgriTech… tous développent des modèles, des simulateurs, des interfaces utilisateurs.



L'AVOCAT DU DIABLE : MÉTÉO POUR LES RICHES ?

Soyons francs : les services climatiques sont souvent conçus par des ingénieurs pour des agriculteurs… qui leur ressemblent peu. L'interface est belle, mais qui a accès au smartphone ? Aux données ? À la connectivité ? On risque de créer un nouvel écart : entre ceux qui peuvent lire l'avenir météo, et ceux qui continuent de le subir. Un service climatique qui ne touche que 10 % des producteurs, c'est une innovation de salon. L'urgence n'est pas seulement technique. Elle est sociale. L'égalité d'accès à la prévision, voilà le vrai défi.

On parle de "CGMS-Maroc", de "zones agroclimatiques dynamiques", de "monitoring participatif". On rêve d'un agriculteur connecté, qui pilote ses cultures à l'aide de prévisions fines et localisées.

Mais la météo, même intelligente, reste capricieuse. Et les services climatiques, pour être efficaces, doivent être compris, appropriés, et utilisés. Ce qui suppose de la formation. De la vulgarisation. De la confiance.

Et là, le bât blesse. Car l'information ne suffit pas. Il faut qu'elle soit actionnable. Et qu'elle respecte les réalités locales. Parfois, le meilleur service climatique, c'est encore le vieux monsieur au bout du champ, qui observe les fourmis et sent l'air changer.

L'OPINION DES JEUNES

L'INFORMATION À L'ORDRE DU JOUR!

SUIVEZ L'ACTUALITÉ DE L'OPINION DES JEUNES

POLITIQUE, ÉCONOMIE, SANTÉ, SPORT, CULTURE, LIFESTYLE, DIGITAL, AUTO-MOTO,
ÉMISSIONS WEB TV, PODCASTS, REPORTAGES, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS...

TOUTE L'INFORMATION À L'ORDRE DU JOUR ET EN CONTINU

www.lodj.ma

SCAN ME!

@lodjmaroc

Mais aucun agriculteur n'est une île. Les enjeux climatiques et alimentaires débordent les frontières. Et c'est là que la coopération internationale entre en jeu — entre diplomatie et dépendances.

COOPÉRATION AGRICOLE INTERNATIONALE : ENTRE GÉNÉROSITÉ, INFLUENCE ET DÉPENDANCE DOUCE

Dans les allées du SIAM, ça parle toutes les langues : français châtié, anglais diplomatique, arabe rural, espagnol technique. Bienvenue à la grande foire de la coopération internationale agricole. Ici, les stands sont des ambassades, les conférences des sommets, et les brochures des traités. On y signe des protocoles, on y serre des mains, on y échange des semences… et des stratégies.

Le Maroc est un élève appliqué du soft power agricole. Il reçoit, mais il exporte aussi son savoir-faire : irrigation, dattes, structuration de filières, valorisation des produits du terroir. Le pays est à la fois bénéficiaire et partenaire, cible de financement et acteur du développement. Un pied dans l'Afrique, un autre en Méditerranée, la tête dans les agendas globaux (FAO, IFAD, AFD, Union Européenne…).

Au SIAM 2025, la coopération se décline en lettres d'intention, en académies de leadership, en projets multi-pays. On y parle "transition juste", "résilience partagée", "solidarité Sud-Sud". C'est noble. Et souvent sincère. Mais c'est aussi un terrain de jeux géopolitique.

Car derrière chaque don, chaque expertise offerte, chaque PPP, il y a des intérêts. Des marchés à ouvrir. Des technologies à vendre. Des normes à imposer. Des récits à construire. Et des dépendances à entretenir. La coopération agricole, quand elle est bien faite, est une chance. Quand elle est mal calibrée, elle devient un poison lent, déguisé en bonbon.

L'AVOCAT DU DIABLE : PARTENARIAT OU NÉO-PATERNALISME ?

Et si la coopération, parfois, ressemblait à un vieux film qu'on connaît trop bien ? Les experts viennent, forment, partent. Les projets démarrent, séduisent, s'essoufflent. Les pays "amis" proposent des modèles… en oubliant de demander si le terrain en veut. La coopération risque de devenir un miroir flatteur pour les donateurs, et un agenda imposé pour les récepteurs. Le vrai partenariat, c'est celui où le Sud écrit aussi le cahier des charges. Sinon, ça s'appelle une sous-traitance géopolitique.

L'ODJ TV

LA WEB TV ECO & ECO

LA WEB TV QUI ALLIE ÉCONOMIE ET ÉCOLOGIE

POUR UN AVENIR DURABLE !

+150.000 TÉLÉSPECTATEURS PAR MOIS | +20 ÉMISSIONS | +500 ÉPISODES

SCAN ME!

Parmi les coopérations les plus convoitées : celles qui électrisent le monde agricole. Place à l'énergie. Propre, solaire, locale… ou utopique ? Voyage au cœur d'une promesse encore inégale.

ÉNERGIE SOLAIRE AGRICOLE : LE COURANT PASSE, MAIS PAS PARTOUT

Il était une fois un champ où le soleil ne faisait pas que mûrir les tomates : il faisait aussi tourner la pompe, allumer la serre et charger le portable du fellah. C'est l'image idéale de l'agriculture solaire, celle qu'on exhibe dans les brochures du SIAM 2025. Et parfois, c'est vrai.

Le Maroc a misé gros sur les énergies renouvelables, et l'agriculture suit. Le pompage solaire pour l'irrigation est devenu un outil stratégique. Le rêve ? Une ferme autonome, connectée, zéro émission. Dans les zones reculées, c'est même une révolution : là où il n'y avait ni EDF ni ONEE, il y a désormais un panneau, une batterie, et de l'eau qui monte toute seule.

Mais cette belle histoire a ses ombres. L'installation coûte cher. Les subventions existent, mais restent limitées. L'entretien technique est un défi. Et les batteries ? Leur durée de vie est plus courte que la sécheresse.

Dans les zones irriguées intensives, le solaire permet d'intensifier la production sans culpabiliser. Mais est-ce une vraie transition ou juste une rustine verte ? Utiliser le soleil pour pomper encore plus d'eau dans des nappes qui s'assèchent, est-ce vraiment durable ? Ou est-ce simplement une perfusion propre à un modèle malade ?

Et puis il y a les paradoxes. On parle d'autonomie énergétique, mais les équipements sont importés, les techniciens parfois absents, et les projets portés par des entreprises peu intéressées par le long terme. Résultat : des installations solaires en jachère, des panneaux mal orientés, et des espoirs débranchés.

L'AVOCAT DU DIABLE : SOLAIRE POUR LES RICHES, VELOS POUR LES AUTRES ?

À force de vanter les bienfaits du solaire, on oublie que c'est une technologie sociale avant d'être une technologie énergétique. Qui y accède ? Qui comprend comment ça marche ? Qui répare ? Qui remplace la batterie quand elle rend l'âme ? L'agriculture solaire, pour l'instant, est souvent l'apanage de ceux qui ont déjà de l'avance : grands exploitants, coopératives dynamiques, agriculteurs formés. Et les autres ? Ils regardent le panneau comme on regarde un OVNI. Le vrai défi, ce n'est pas d'installer des panneaux. C'est de mettre l'énergie dans les mains de ceux qui en manquent le plus.

Le progrès technologique fascine, mais parfois, la solution est déjà là… à l'état brut. Avec des cornes. Et une mémoire génétique. Plongée dans l'histoire vivante des races locales, entre rusticité et renaissance.

RACES LOCALES : PATRIMOINE VIVANT OU PASSÉ DÉPASSÉ ?

Oulmès-Zaer. Tidili. Boulemane. Ces noms résonnent comme des poèmes rugueux, nés des montagnes et des plaines marocaines. Ce sont des races bovines, locales, rustiques, résistantes. Elles ont porté des charrettes, donné du lait, nourri des familles. Elles ont été oubliées, presque sacrifiées sur l'autel de la productivité. Et aujourd'hui, au SIAM 2025, elles reviennent… comme des stars rétro.

Le retour des races locales n'est pas qu'une lubie nostalgique. C'est un acte politique, presque poétique. Face au changement climatique, face à la dépendance génétique, face aux fragilités sanitaires, ces vaches « d'ici » reprennent leur place. Elles ne produisent pas autant que les Holstein ou les Montbéliardes, mais elles tiennent debout quand les autres craquent.

Les chercheurs s'y intéressent à nouveau. L'INRA lance des programmes de conservation. Les coopératives locales rêvent de lait "identitaire". Certains veulent créer des AOP de vaches. Des viandes au goût du terroir. Des yaourts de territoire. On parle génome, rusticité, adaptation. Ça sent bon le foin et le branding rural.

Mais derrière l'engouement, des questions grincent. Peut-on vraiment construire un modèle économique compétitif sur des vaches qui produisent trois fois moins de lait ? Les éleveurs sont-ils prêts à troquer la rentabilité contre la résilience ? Et le consommateur, prêt à payer plus pour un steak au goût de mémoire ?

L'AVOCAT DU DIABLE : MUSÉE VIVANT OU STRATÉGIE MORTE ?

Réhabiliter les races locales, c'est beau. Mais c'est aussi risqué. Si la démarche n'est pas bien pensée, on transforme la biodiversité en folklore. On crée des micro-filières subventionnées, coupées du marché, incapables de survivre sans l'appui de l'État. Les éleveurs deviennent gardiens de musée plutôt qu'acteurs d'un marché viable. Et on finit par stocker des vaches comme on stocke des manuscrits anciens. Sauf qu'une vache, ça mange. Et ça coûte. Pour que les races locales vivent, il faut leur inventer un futur, pas seulement leur rendre hommage.

Une vache bien nourrie, c'est bien. Mais une récolte indemnisée, c'est mieux. Quand tout vacille, l'assurance arrive en dernier rempart. Encore faut-il qu'elle tienne debout quand la pluie ne tombe plus.

ASSURANCE AGRICOLE : PARAPLUIE SOUS UN CIEL FISSURÉ

Il pleut, il grêle, il gèle, il brûle. Et l'agriculteur, seul face au ciel, regarde ses cultures s'effondrer comme un château de cartes mouillé. Longtemps, au Maroc, ce scénario s'appelait « la fatalité ». Aujourd'hui, il s'appelle « aléas climatiques », et il a une réponse : l'assurance agricole multirisque climatique. Un joli nom, presque rassurant. Un parapluie face à la sécheresse.

Au SIAM 2025, les stands dédiés à l'assurance affichent des sourires larges, des vidéos explicatives, des simulateurs de pertes. Le narratif est séduisant : « vous payez une prime, on vous couvre. Vous perdez votre récolte, on vous indemnise. » Facile.

En théorie, oui. Mais sur le terrain, c'est souvent plus complexe. Les petits agriculteurs peinent à comprendre les contrats. Les indemnisations tardent.

L'AVOCAT DU DIABLE : ASSURANCE… OU ANESTHÉSIE ?

Et si l'assurance agricole n'était qu'un moyen de repousser les vraies questions ? Celles qui fâchent. Comme : pourquoi plante-t-on encore du blé en zone semi-aride ? Pourquoi continue-t-on à investir dans des cultures risquées sans repenser le modèle ? À force d'assurer, on pourrait bien finir par institutionnaliser le risque au lieu de le prévenir. Une assurance mal pensée, c'est comme une perfusion dans un corps malade. Ça donne l'illusion du soin… sans traiter la cause.

Les sinistres ne sont pas toujours reconnus. Et parfois, les primes sont tout simplement inaccessibles. Résultat : une méfiance sourde qui persiste, malgré les efforts des compagnies et de l'État.

Pourtant, le besoin est là. Le climat est devenu instable, erratique. L'assurance agricole devrait être aussi banale qu'un sac de semences. Elle devrait être un outil de résilience massive, une sécurité systémique. Et non pas un produit financier à vendre.

Le Maroc progresse. Des partenariats sont signés. Des données climatiques de plus en plus fines sont intégrées. Mais il reste un monde entre la promesse institutionnelle et la réalité villageoise. Entre l'assurance pensée à Rabat et celle vécue à Talsint.

LODJ.INFO

لوديجي أنفو - بلاطفورم الشباب

جريدة الكترونية مغربية متجددة على مدار الساعة

سـياسة، ريـاضة، ثـقافة، ديـجيتال، طـوموبيلات
برامج ويب تيفي، بودكاست، روبورتاجات، مؤتمرات، كرونيكات..

www.lodj.info

SCAN ME!

@lodjmaroc

Après avoir parlé de pertes, parlons de ce qu'on jette. Ou qu'on pourrait recycler. L'économie circulaire est sur toutes les lèvres. Mais la boucle est-elle vraiment bouclée ?

ÉCONOMIE CIRCULAIRE : DU COMPOST DANS LES IDÉES ?

Autrefois, le fumier, c'était une évidence. Aujourd'hui, c'est une stratégie. Au SIAM 2025, on ne parle plus de "déchets agricoles", mais de "ressources en transition". Les pelures, les fumiers, les tiges, les résidus… tout se transforme, tout se valorise. Du compost au biochar, des biodigesteurs aux intrants maison, l'économie circulaire est devenue la grande prêtresse de la durabilité.

C'est élégant, presque poétique : rien ne se perd, tout se transforme, et surtout… tout s'optimise. On récupère les eaux usées, on composte les déchets de tomates, on fait de la chaleur avec des coques d'olive. Dans les discours, c'est l'harmonie totale. Les vers de terre sont des alliés stratégiques. Le sol devient un capital vivant.

Et sur le terrain ? Ça dépend. Certaines coopératives brillent, expérimentent, produisent localement des fertilisants organiques. Des lycées agricoles lancent des projets modèles. Des startups vendent du lombricompost comme du caviar pour carottes. Mais ailleurs, on jette encore les feuilles de palmier dans l'oued, on brûle les tiges de maïs, et on laisse les déchets d'abattoir pourrir à ciel ouvert.

Le problème n'est pas technique. C'est culturel, économique, logistique. Mettre en place une boucle circulaire demande de l'organisation, du temps, un marché, des filières. Et parfois, une mentalité qui change. Car valoriser les déchets, ce n'est pas seulement une affaire d'équipement, c'est une philosophie.

L'AVOCAT DU DIABLE : CIRCULAIRE POUR QUI ?

Et si l'économie circulaire n'était qu'une autre manière de rendre sexy des problèmes non résolus ? On la voit dans les rapports, les infographies, les salons. Mais sur le terrain, elle reste souvent cantonnée à des micro-projets vitrine. Sans logistique d'enlèvement. Sans marché de revente. Sans politique fiscale incitative. En fait, la circularité reste un privilège, réservé aux exploitations bien structurées. Les autres, elles brûlent, elles jettent, elles subissent. Faire circuler les ressources, c'est bien. Mais faire circuler les moyens, ce serait encore mieux.

WWW.PRESSPLUS.MA

I-MAGS SPÉCIAUX

VOS MAGAZINES THÉMATIQUES & INTERACTIFS

MAGAZINES SPÉCIAUX HYPER CONNECTÉS, AUGMENTÉS ET FEUILLETABLES EN LIGNE SANS MODÉRATION

www.pressplus.ma

SCAN ME!

QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC,
PRESSPLUS VOUS APPORTE LE KIOSQUE DIRECTEMENT CHEZ VOUS

On composte nos déchets. Très bien. Mais que fait-on de nos villages qui se vident ? Dernier arrêt de notre traversée : le monde rural face à la grande fuite invisible. Le silence des campagnes mérite une tribune.

RURALITÉ : LES VOIX BASSES DE CEUX QUI PARTENT

Dans les chiffres officiels, il y a encore des millions de ruraux. Dans les faits, des villages se taisent. Le SIAM 2025, dans toute sa splendeur logistique, célèbre le monde rural. Et il a raison : sans lui, pas d'agriculture. Mais derrière les stands, une réalité murmure : les campagnes marocaines se vident. En silence.

Pas d'exode brutal. Pas d'abandon spectaculaire. Juste une lente migration intérieure, génération après génération. Les jeunes partent, souvent pour ne pas revenir. Ils deviennent aides-maçons, serveurs, téléopérateurs. Les plus "chanceux" finissent à l'étranger. Les maisons de pisé restent. Les ânes aussi. Mais l'élan, lui, s'effiloche.

Les politiques de développement rural se multiplient. On parle de routes, d'écoles, de digitalisation. Mais peut-on vraiment "maintenir les jeunes au bled" avec un hotspot Wi-Fi sur un lampadaire solaire ? Peut-on parler d'entrepreneuriat rural quand le foncier est gelé, l'eau rationnée et l'espoir… administré ?

Le SIAM met en lumière des réussites : jeunes agriculteurs innovants, femmes en coopérative, projets agroécologiques. Ces exemples existent, brillants. Mais ils restent… des exceptions. Et trop souvent, ils masquent une vérité nue : la ruralité n'est plus le projet par défaut.

L'AVOCAT DU DIABLE : ET SI PARTIR, C'ÉTAIT AUSSI UN DROIT ?

On parle de revitaliser les territoires ruraux. Mais revitaliser pour quoi ? Pour qui ? Et surtout : avec qui ? L'obsession de "retenir les jeunes" peut parfois virer à la culpabilisation douce. Comme si le départ était une trahison. Mais rester, sans perspectives, sans outils, sans place… est-ce mieux ? Peut-être faut-il accepter que la mobilité fait partie de la solution. Que l'avenir rural passera par des allers-retours, des ponts, des diasporas villageoises. Et non par une assignation à résidence agricole.

ÉPILOGUE : LE DIABLE S'EN VA

Il a rendu son rapport. Il a pesé chaque mot. Il a fait son boulot. Pas de langue de bois, pas de brosse à reluire. Juste une série de regards obliques, nourris d'écoute, de terrain, et de mémoire vive. Et pourtant… il a été licencié.

Pas de lettre recommandée. Pas de "merci pour ton engagement". Juste un silence. Puis une exclusion polie : "cette année, ce ne sera pas nécessaire." Visiblement, penser trop fort, c'est encore mal vu. Observer sans applaudir, ça dérange. Poser des questions là où on attend des hashtags, c'est risqué.

Alors non, l'Avocat du Diable ne sera pas là au SIAM 2026. Il ne hantera plus les tentes institutionnelles. Il n'ira plus chercher les détails gênants dans les discours trop huilés. Il ne notera plus les silences ruraux dans un coin de carnet. Il ne demandera plus : "Et après ?".

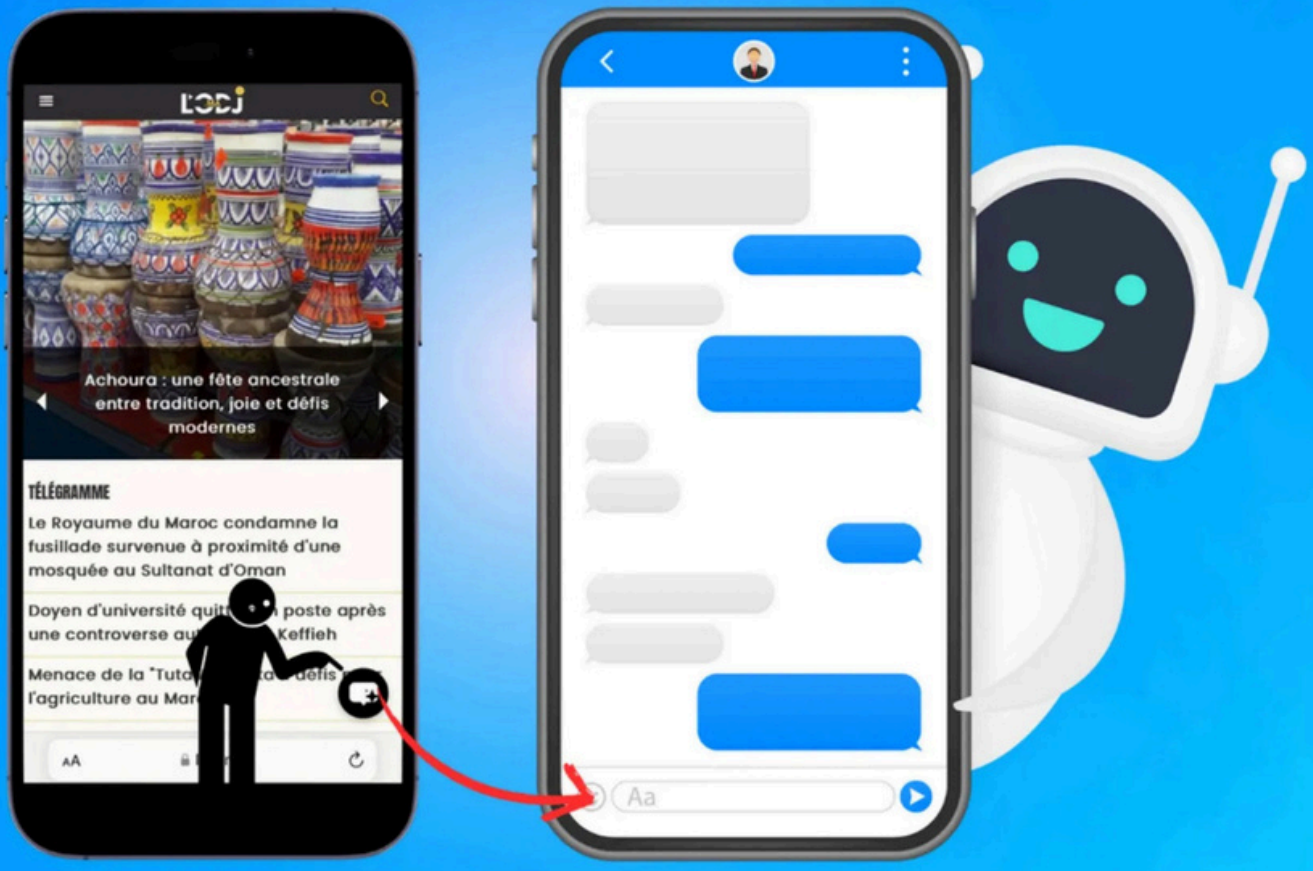
Dommage. Car ce qu'il faisait, ce n'était pas de la provocation gratuite. C'était de l'attention. De la friction féconde. Une manière d'aimer l'agriculture autrement : en lui parlant franchement. En refusant les déguisements. En donnant la parole à ceux qu'on n'invite pas sur les plateaux.

Le Diable s'en va. Mais ce qu'il a dit reste. C'est là, noir sur blanc. Dans ce dossier. À lire, à discuter, à contredire, à faire circuler. C'est un legs. Ironique, mordant, mais surtout… profondément agricole.

LODJ.MA

CHATBOT

WWW.LODJ.MA



PARLEZ-NOUS À TRAVERS NOTRE NOUVEAU CHATBOT ET OBTENEZ DES RÉPONSES INSTANTANÉES, IL EST LÀ POUR VOUS AIDER 24H/24.

SCAN ME

LETTRE OUVERTE À MESSIEURS LES MINISTRES DE L'AGRICULTURE

Messieurs les Ministres,

Ceci n'est pas une interpellation. C'est une invitation. À regarder devant. À regarder autrement. À regarder là où, peut-être, les projecteurs officiels n'éclairent pas assez.

Le Plan Maroc Vert a été un tournant. Il a modernisé l'agriculture, mobilisé les financements, structuré des filières, et permis de parler d'agriculture comme d'une locomotive économique.

Ce fameux plan vert a connu un certain niveau de réussite, mais aussi sa part d'échec ou disant le de façon plus feutrée, des objectifs non atteints particulièrement pour les petits agriculteurs.

Puis est venu la Génération Green, qui a tenté de poursuivre l'élan en parlant de jeunesse, de durabilité, de souveraineté. Vous y avez, à juste titre, mis votre signature, votre énergie, votre vision.

Mais voilà : le monde a changé. Et le climat aussi.

Ce que le Plan Vert n'avait pas anticipé, c'est l'accélération du dérèglement climatique. Les sécheresses chroniques. L'épuisement des nappes. Les inégalités territoriales renforcées. La dépendance alimentaire qui persiste. Et un modèle agricole intensif qui, malgré ses succès commerciaux, montre aujourd'hui ses limites sociales, environnementales et humaines.

Il est temps de reconnaître que nous sommes arrivés au bout d'un cycle. Et que prolonger ces plans par inertie, c'est risquer de courir après un modèle qui ne tient plus debout. Ce n'est pas un échec. C'est une métamorphose nécessaire.

Le Maroc a besoin d'un Plan Réel.

Un plan qui ne rêve pas d'exporter plus de tomates, mais d'économiser l'eau.
Un plan qui ne vise pas le rendement maximal, mais la résilience minimale.
Un plan qui ne demande pas à la technologie de tout régler, mais qui fait confiance aux savoirs locaux, aux dynamiques territoriales, aux agricultures de proximité.

Ce plan-là serait sincère, sobre et stratégique.

Il soutiendrait les pratiques agroécologiques sans les folkloriser.
Il reconnaîtrait le droit de certains territoires à "produire moins mais mieux".
Il repenserait l'usage du foncier, des semences, de l'eau, des circuits de distribution.
Il mettrait les jeunes, les femmes et les communautés rurales au centre du jeu — non pas comme des bénéficiaires, mais comme des co-décideurs.

Monsieur le Ministre, le Maroc est à un carrefour historique. Vous avez l'opportunité de passer de la croissance agricole à la maturité agricole. De porter un modèle audacieux, réaliste, adapté au Maroc réel. Un modèle qui regarde en face les nouvelles donnes du climat, de l'énergie, de la société.

Nous n'avons plus besoin d'un plan de "relance".
Nous avons besoin d'un plan d'aterrissage contrôlé.
Pour ne pas s'écraser. Pour redémarrer autrement.

Avec respect et conviction,
Un observateur obstinément optimiste.

L'ODJ
L'OPINION DES JEUNES

WWW.PRESSPLUS.MA

LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA

PRESSPLUS EST LE KIOSQUE 100% DIGITAL & AUGMENTÉ DE L'ODJ MÉDIA GROUPE DE PRESSE ARRISSALA SA

MAGAZINES, HEBDOMADAIRES & QUOTIDIENS..

www.pressplus.ma

SCAN ME!

QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC,
PRESSPLUS VOUS APPORTE LE KIOSQUE DIRECTEMENT CHEZ VOUS